La pauvreté augmente de nouveau

08/03/2010 à 7h00

Le dernier rapport de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONPES) reconnaît officiellement l'échec du gouvernement à réduire la pauvreté. La récession y est évidemment pour quelque chose…

L'Observatoire livre une batterie particulièrement riche de données, qui permet de comprendre la pauvreté ; notamment, via 11 indicateurs phares, du taux de pauvreté à la part des demandeurs d'emploi non indemnisés, en passant par les inégalités de revenus.

Mais ces données, publiées début 2010, posent problème : elles portent en effet au mieux sur l'année 2007, pour la plupart des indicateurs. Ce qui signifie qu'elles ne prennent pas en compte l'effet du retournement économique majeur intervenu depuis deux ans.

Selon cet organisme, la récession devrait avoir pour effet une hausse de 240 000 du nombre de personnes pauvres au seuil de 60 % du revenu médian et une élévation du taux de 0,3 points du taux de pauvreté, de 13,4 à 13,7 % [soit 8 millions de personnes].

> *L'Observatoire reconnaît au passage que, dans ce contexte, les objectifs gouvernementaux de réduction d'un tiers de la pauvreté d'ici 2012 ne seront pas tenus : « l'indicateur n'évoluera pas spontanément de façon favorable » (sic).*

L'écart de revenus entre les plus riches et les plus pauvres s'est creusé de 4 850 euros entre 1996 et 2007. Une partie de cet écart résulte directement des cadeaux fiscaux aux plus aisés.

La mise en place de la prime pour l'emploi ou du revenu de solidarité active (RSA) ne change rien, en particulier, à la

situation de ceux qui ne travaillent pas. Comme le remarque l'ONPES, depuis 1990 le pouvoir d'achat des minimas sociaux stagne. Le RMI, qui représentait 48,7 % du Smic en 1990, n'en pèse plus désormais que 43,7 %.

Suite et commentaires sur Fortune